



Syndicat National Unitaire  
de l'Enseignement Professionnel

Paris, le 31 janvier 2011

# COMMUNIQUÉ

## **Rentrée 2011 : le ministère poursuit sa casse de l'enseignement professionnel public**

À la rentrée 2011, ce sont encore plusieurs centaines de postes de PLP qui vont être supprimés alors que dans la plupart des académies les effectifs dans les LP et SEP repartent à la hausse. Pire, dans de nombreuses académies, les recteurs ne communiquent même plus les DHG se refusant ainsi à tout dialogue social et à toute transparence sur les choix des suppressions de postes.

Les conséquences les plus visibles sont la suppression de filières entières dans certains secteurs (productique) ou la suppression pure et simple d'établissements dans de nombreuses académies. Les fusions d'établissements, les déménagements de sections se multiplient au détriment d'une offre de formation équilibrée et répartie sur l'ensemble du territoire. Cette politique en continuant à diminuer l'offre de formation aura de graves conséquences sur l'orientation des élèves voulant entrer en LP.

Le ministère se sert ainsi de sa réforme de la voie professionnelle pour « optimiser les structures », multipliant les regroupements de sections et augmentant significativement le nombre d'élèves par classe. Les sections de CAP n'y échappent pas avec aussi une augmentation du nombre d'élèves par classe passant de 24 à 30. Il y a une forte diminution de moyens pour ces sections qui pourtant exigent des conditions d'enseignement spécifique (dédoulement). La réduction de l'offre en CAP dans les établissements publics favorise les « opérateurs » (sic les Rectorats et le Ministère) qui vendent désormais ces formations en apprentissage. Les dernières sections de BEP en 2 ans sont supprimées (filières carrière sanitaire et sociale, hôtellerie) et ne sont pas toutes remplacées par des BAC PRO en 3 ans.

L'objectif du gouvernement est donc de mettre ouvertement en concurrence un enseignement public affaibli par ses soins et les autres voies de qualification, notamment celles du secteur privé miraculeusement épargné par les suppressions de postes ! Dans la même logique, le gouvernement n'abandonne pas sa volonté de développer les contrats d'alternances (d'apprentissage et de professionnalisation) pour des raisons à la fois idéologiques et budgétaires alors même que tout indique que ce type de formation ne peut absolument pas remplacer le service public de la formation professionnelle initiale, seule à même de garantir une égalité de formation sur l'ensemble territoire, exempte de tous types de discrimination.

Le SNUEP-FSU dénonce la dégradation des conditions d'enseignement et de l'accueil des élèves dans l'enseignement professionnel public. Il soutient tous les établissements qui se battent pour maintenir l'offre de formation et les conditions nécessaires au bon fonctionnement des LP, SEP, SEGPA ; et l'ensemble des PLP qui sont déjà en grève afin de signifier leur opposition à cette politique de suppressions de postes, de filières, de sections et/ou d'établissements.

Le SNUEP-FSU appelle l'ensemble des personnel des LP, SEP, SEGPA, EREA à amplifier cette mobilisation, à participer massivement le 10 février à la journée de grève et aux manifestations pour exiger d'autres choix budgétaires.

Le secrétariat national

*Contact : Jérôme DAMMEREY, co-secrétaire général, 06 29 41 20 10*

SNUEP-FSU 12 rue Cabanis 75014 PARIS

Tel : 01 45 65 02 56

Fax : 01 45 65 06 09

<http://www.snuép.com> Mel : [snuépnat@snuép.com](mailto:snuépnat@snuép.com)